

The Deloitte CFO Survey Un optimisme persistant en dépit de risques croissants



Sommaire

Indice de confiance des CFO	3
Points-clés du sondage	4
Confirmation de l'optimisme économique	5
Des perspectives stables pour les entreprises	6
Des préoccupations concernant la recrudescence des risques politiques ...	7
... et la hausse des coûts	8
Un environnement financier favorable	9
Questions spécifiques sur la gestion des créances	10
Annexe 1 : Graphiques complémentaires	11
Annexe 2 : Archivage des données	12

Nous avons le plaisir de vous présenter la vingtième édition de notre sondage trimestriel mené auprès des directions financières de grandes entreprises basées en Suisse. Le sondage analyse leurs comportements en matière de perspectives économiques, de financement, de stratégie et de risque et est conçu de manière à identifier les principaux changements et tendances au sein des entreprises suisses. Le CFO Survey est une publication unique en son genre en Suisse.

Le CFO Survey du 2^{ème} trimestre 2014 a été réalisé du 26 mai au 18 juin 2014. Au total, 120 CFO, représentant des sociétés cotées et de grandes entreprises privées, y ont pris part. Les participants représentent l'ensemble des grandes industries de l'économie suisse.

Le Deloitte CFO Survey est rédigé et produit par Michael Grampp, Chief Economist, et Dennis Brandes, Research Manager, Deloitte Research.

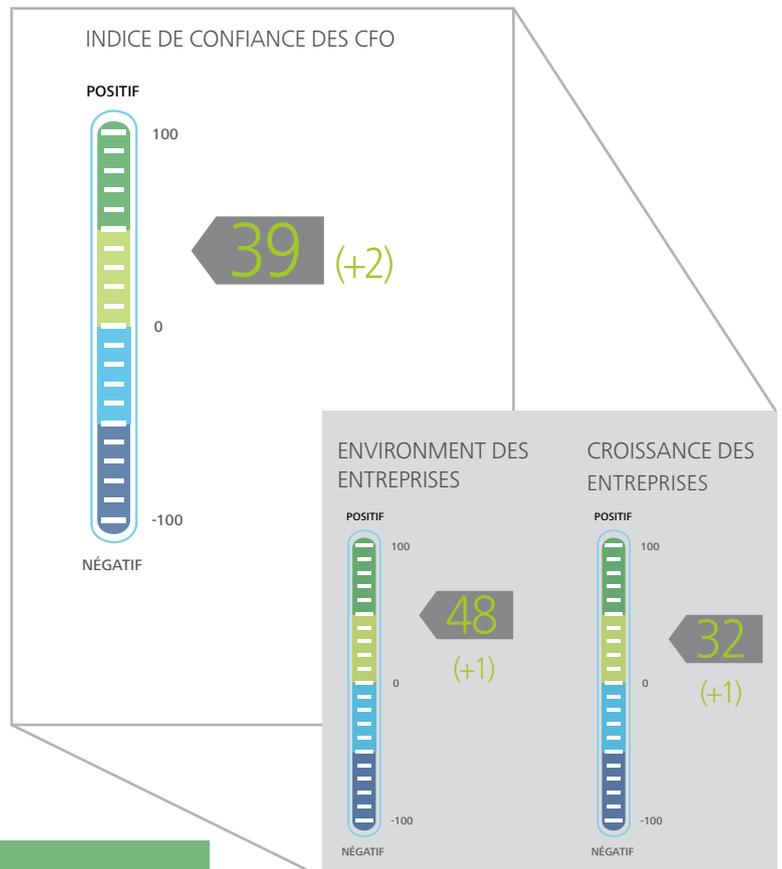
Note sur la méthodologie

Dans ce sondage, certains graphiques indiquent les résultats sous forme d'un solde net, obtenu en retranchant le pourcentage de personnes interrogées donnant une réponse négative du pourcentage d'entre elles donnant une réponse positive ; les réponses qui ne sont ni positives ni négatives sont considérées comme neutres. Certains graphiques présentent des données correspondant au chiffre d'affaires total des entreprises (inférieur/supérieur à 500 millions CHF) et à la proportion de leur chiffre d'affaires générée en Suisse et à l'étranger (essentiellement en Suisse, avec moins d'un tiers du chiffre d'affaires généré à l'étranger / essentiellement hors de Suisse, avec plus des deux tiers du chiffre d'affaires générés à l'étranger). En raison des arrondis, le total n'atteint pas toujours 100 %. Pour des raisons de lisibilité, l'intégralité des questions du sondage n'est pas systématiquement prise en compte dans l'étude publiée. La sélection des questions pertinentes se fait en fonction du contexte économique et financier actuel. Nous vous invitons à nous contacter si vous souhaitez obtenir des informations sur des questions ne figurant pas dans ce sondage.

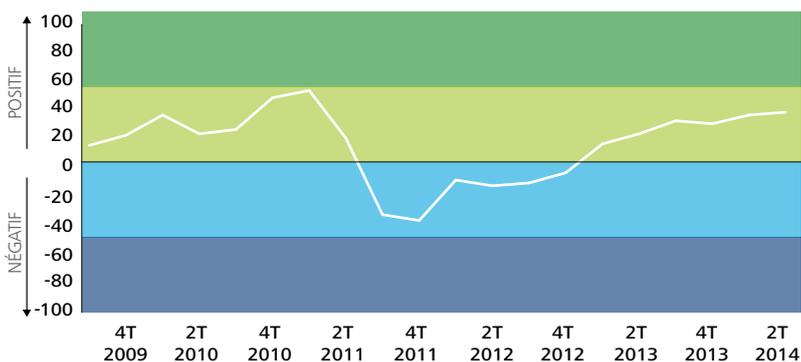
Indice de confiance des CFO

Ce trimestre, les CFO suisses ont toujours le moral au beau fixe. L'indice de confiance des CFO a progressé de deux nouveaux points de pourcentage, pour atteindre +39. L'embellie pérenne amorcée fin 2011 (date à laquelle l'indice s'établissait à -36) se poursuit.

Cependant, les CFO sont bien plus confiants vis-à-vis des perspectives pour l'environnement économique que vis-à-vis de celles pour leur propre entreprise (+48 contre +32). Cette tendance générale se dégage également des réponses données par chacun d'entre eux aux questions individuelles. Ce trimestre, les CFO perçoivent un niveau de risque accru pour leur propre entreprise voire pour l'économie helvétique dans son ensemble. En conséquence, nombre d'entreprises continue à privilégier les stratégies défensives.



EVOLUTION DE L'INDICE DE CONFIANCE DES CFO



L'indice de confiance des CFO suisses

L'indice de confiance des CFO suisses de Deloitte compile les résultats de la CFO Survey, reconduite régulièrement. Il comprend deux sous-indices : le sous-indice de l'environnement des entreprises (pondéré à hauteur de 40 %) et le sous-indice de la croissance des entreprises (pondéré à hauteur de 60 %).

Le sous-indice de l'environnement des entreprises reflète l'opinion des CFO sur la conjoncture économique dans son ensemble et inclut leur point de vue sur les perspectives de l'économie, de l'environnement financier (coût et disponibilité du crédit), des risques de change et de la demande sur les marchés étrangers. Le sous-indice de la croissance des entreprises reflète l'opinion des entreprises sur la croissance et présente le point de vue des CFO sur les perspectives de l'entreprise, de croissance du chiffre d'affaires, des investissements, des nouvelles embauches, de l'appétit au risque et des activités de fusions et acquisitions. Toutes les valeurs au sein des sous-indices sont pondérées de façon égale.

Points-clés du sondage



75%

des CFO suisses sont optimistes quant aux perspectives économiques pour les 12 mois à venir.

Des perspectives économiques stables

Ce trimestre, l'optimisme des CFO quant aux perspectives économiques de la Suisse ne se dément pas, seuls 6 % d'entre eux estiment que le pays sera confronté à une récession au cours des deux prochaines années.



41%

anticipent une progression des marges d'exploitation au cours des 12 prochains

Un chiffre d'affaires et des marges prévisionnels plus élevés

La confiance est également de mise en termes de prévisions de croissance du chiffre d'affaires et des marges d'exploitation. 81 % des CFO tablent sur une augmentation du chiffre d'affaires au cours des 12 mois à venir, et 41 % misent sur une progression des marges. Par rapport aux trimestres précédents, les prévisions de chiffre d'affaires restent positives et celles concernant les marges continuent de s'améliorer : au premier trimestre 2014, 35 % des CFO s'attendaient à une progression de leurs marges, contre seulement 6 % il y a deux ans de cela.



43%

estiment que c'est le bon moment pour augmenter l'exposition au risque.

Un appétit au risque accru

Depuis le début de l'année, l'appétit au risque des CFO suisses augmente sensiblement. Si fin 2011 seuls 10 % d'entre eux manifestaient une volonté affirmée de prendre davantage de risques avec leur bilan, ils sont 43 % à s'estimer prêts à franchir le pas ce trimestre.



54%

voient des risques géopolitiques peser sur leur activité.

Des risques politiques préoccupants

Aux yeux des CFO suisses, les risques externes représentent la principale source de préoccupation. Les risques les plus généralement perçus sont, de loin, la pression réglementaire accrue pesant sur les entreprises en Suisse (59 %) et les risques géopolitiques (54 %). Les facteurs incarnant par le passé des risques majeurs, tels que la force du franc suisse et les perturbations touchant le système financier, sont désormais relégués au second plan (respectivement 35 % et 29 %). Toutefois, une analyse détaillée des réponses des CFO révèle que des disparités marquées existent dans leur perception des risques, en fonction de la taille de l'entreprise et de la portée internationale de leurs activités (Cf. pages 7 et 8).

Confirmation de l'optimisme économique

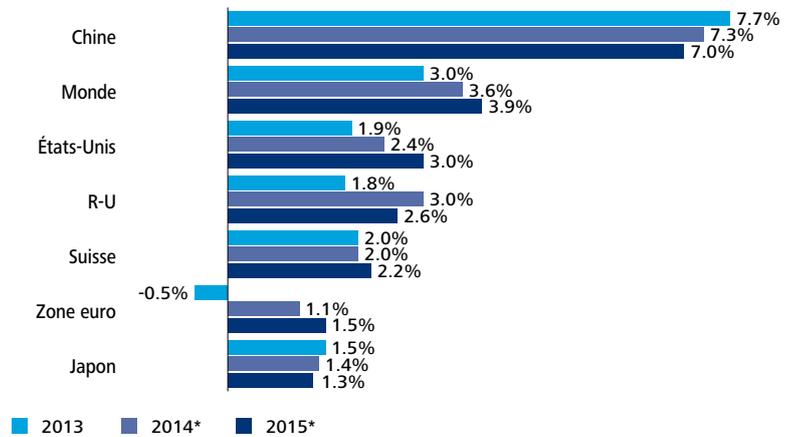
Au cours de ce trimestre, les CFO suisses restent optimistes quant aux perspectives conjoncturelles. A l'instar des résultats du 1^{er} trimestre, 75 % d'entre eux portent un regard positif sur les anticipations de croissance économique de la Suisse pour les 12 prochains mois, et seuls 3 % des sondés ne partagent pas cette opinion (solde net de 73 %). Les craintes d'une récession dans les deux années à venir restent modérées, 6 % des CFO uniquement estimant que leur pays entrera en récession d'ici 2016.

GRAPHIQUE 1. ANTICIPATIONS DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE
Solde net des CFO jugeant positivement/négativement les perspectives économiques de la Suisse au cours des 12 prochains mois



Cette tendance est largement conforme à l'opinion des économistes. Les prévisions de croissance économique ont récemment été revues à la baisse – pour la Suisse, de 2,1 % à 2,0 % pour 2014 et de 2,3 % à 2,2 % pour 2015 – mais restent positives, notamment aux États-Unis et au Royaume-Uni. Les experts misent sur une reprise progressive dans la zone euro, le principal partenaire commercial de la Suisse, et sur un léger ralentissement de l'essor économique chinois (appelé communément un « atterrissage en douceur »). La croissance des exportations est, par conséquent, amenée à rester le principal moteur de croissance économique en Suisse.

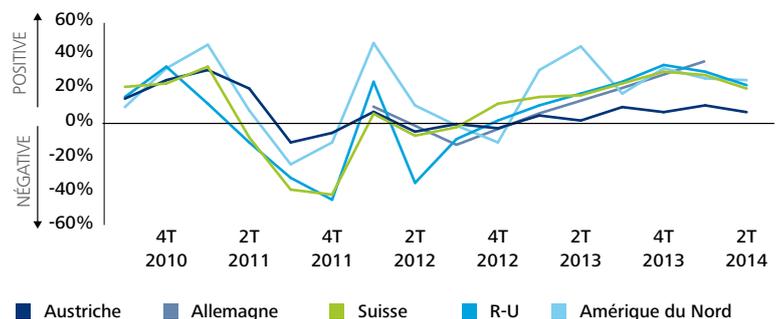
GRAPHIQUE 2. CROISSANCE ET PRÉVISIONS DU PIB (INTERNATIONAL)
Croissance annuelle du PIB en Suisse et dans d'autres grandes économies



Source : Economist Intelligence Unit (EIU), Fonds monétaire international ; * prévisions

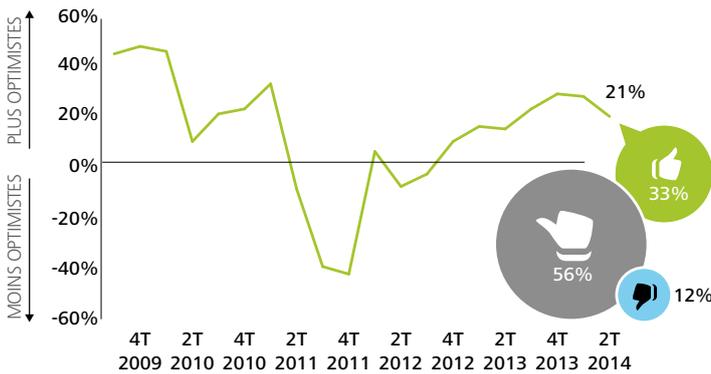
Deloitte réalise également le CFO Survey dans d'autres pays. Les réponses à la question relative aux perspectives financières des entreprises témoignent d'une amélioration notable de l'opinion des CFO sur leurs perspectives financières dans la plupart des principaux marchés étrangers. En Allemagne, au Royaume-Uni et en Amérique du Nord, le solde net des CFO sondés est respectivement de 36 %, 23 % et 26 %.

GRAPHIQUE 3. COMPARAISON INTERNATIONALE DES PERSPECTIVES FINANCIÈRES DES ENTREPRISES
Solde net indiquant l'évolution de l'opinion des CFO sur les perspectives économiques de leur entreprise par rapport au trimestre précédent (données disponibles les plus récentes)



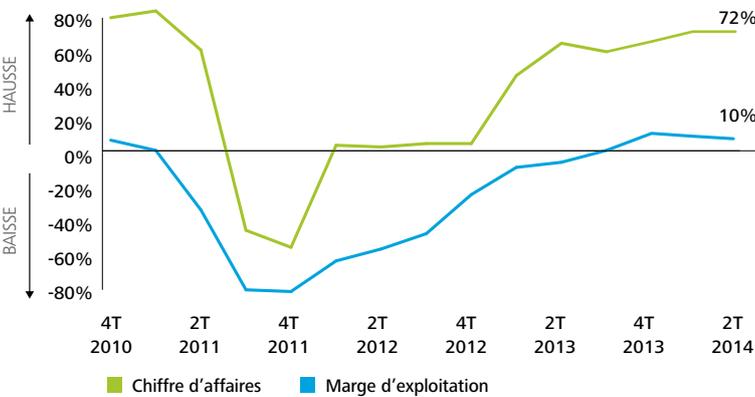
Des perspectives stables pour les entreprises

GRAPHIQUE 4. PERSPECTIVES FINANCIÈRES DES ENTREPRISES
Solde net indiquant l'évolution de l'opinion des CFO sur les perspectives financières de leur entreprise par rapport au trimestre précédent



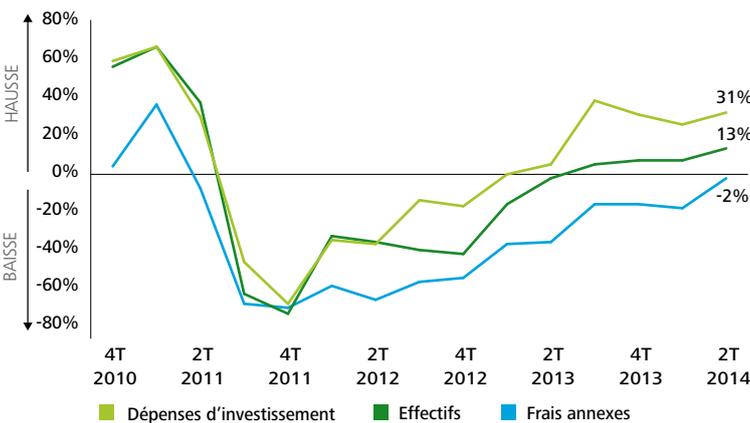
La plupart des CFO suisses font preuve d'un bel optimisme en ce qui concerne les perspectives financières de leur entreprise, et ce, même si cet enthousiasme est plus modéré que dans d'autres pays et en recul par rapport au 1^{er} trimestre : la proportion de CFO exprimant une opinion positive est de quatre points de pourcentage inférieure ce trimestre-ci.

GRAPHIQUE 5. PERSPECTIVES DE CHIFFRE D'AFFAIRES ET DE MARGES D'EXPLOITATION
Solde net des CFO tablant sur une hausse/baisse du chiffre d'affaires et des marges d'exploitation au cours des 12 prochains mois



Néanmoins, une analyse détaillée des réponses relatives aux perspectives économiques nous renseigne sur le caractère constant et positif des opinions exprimées. En effet, 81 % des CFO s'attendent à une augmentation de leur chiffre d'affaires au cours des 12 prochains mois, contre 9 % misant sur une diminution, soit un solde net de 72 %. Concernant les marges d'exploitation, les avis sont plus partagés : 41 % des CFO envisagent leur progression et 30 % leur contraction. Toutefois, le solde net de 10 % révèle que, dans l'ensemble, les CFO ne perdent pas espoir quant à l'évolution de leur marge d'exploitation.

GRAPHIQUE 6. PERSPECTIVES RELATIVES AUX DÉPENSES
Solde net des CFO tablant sur une augmentation/diminution des dépenses discrétionnaires, des dépenses d'investissements et du nombre d'employés au cours des 12 prochains mois



Ce trimestre, les prévisions relatives aux dépenses sont meilleures. Le nombre de CFO tablant sur une augmentation des dépenses d'investissement au cours des 12 prochains mois a augmenté de 7 points de pourcentage, pour atteindre un solde net de 31 %. La même progression est à signaler concernant les CFO qui misent sur une augmentation du nombre d'employés. Les attentes en termes de hausse des dépenses discrétionnaires enregistrent quant à elles une progression encore plus nette, avec 15 points de pourcentage.

Des préoccupations concernant la recrudescence des risques politiques...

Autre indicateur positif ce trimestre : la propension au risque des entreprises suisses qui ne fléchit pas. 43 % des CFO suisses estiment que le moment est idéal pour prendre davantage de risques avec leur bilan.

En répartissant les entreprises participantes en fonction de leur taille et de leur marché cible, quelques différences pertinentes en termes de propension au risque se profilent. Les entreprises faisant preuve du plus grand appétit au risque sont de grandes entreprises opérant essentiellement à l'international ; elles sont idéalement positionnées pour tirer parti de la reprise prévue de la croissance économique mondiale. (Pour la définition des catégories, consultez « Note sur la méthodologie, page 2 du présent document »).

Cependant, pour les CFO, des risques importants pèsent encore sur leur entreprise. En dépit de leur inquiétude croissante face aux risques économiques inhérents au recul de la demande nationale, leur perception globale de ces risques reste modérée. Toutefois, le risque politique s'impose désormais comme un risque majeur. Parmi les risques les plus fréquemment cités figurent la pression réglementaire accrue sur les entreprises en Suisse et les risques géopolitiques. Ces réponses n'ont rien d'étonnant compte tenu du renforcement à venir de la réglementation sur les entreprises en Suisse et du nombre de régions dans le monde en proie à une intensification des tensions géopolitiques, notamment l'Ukraine.

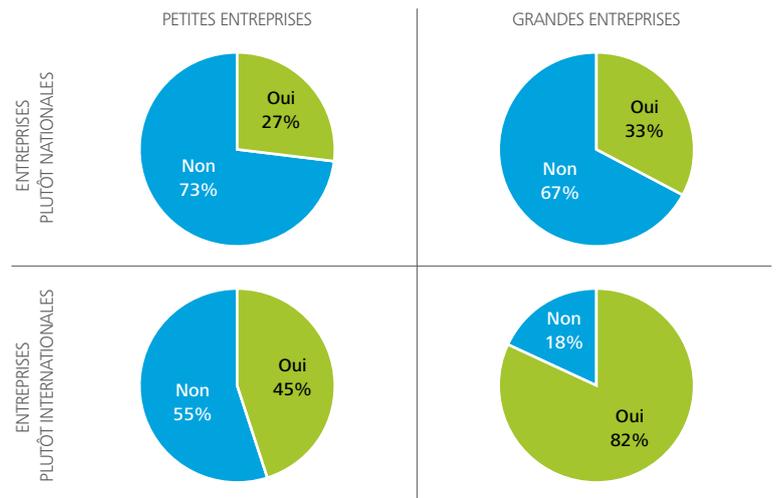
GRAPHIQUE 7. APPÉTIT AU RISQUE

Pour vous, est-ce le bon moment de prendre plus de risques avec votre bilan ?



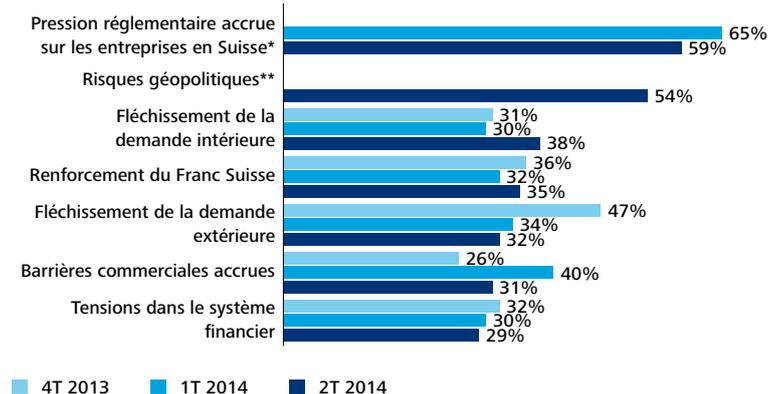
GRAPHIQUE 8. APPÉTIT AU RISQUE PAR TAILLE D'ENTREPRISE ET MARCHÉ CIBLE

Pour vous, est-ce le bon moment de prendre plus de risques avec votre bilan ? (Pour la définition des catégories, Cf. « Note sur la méthodologie », page 2).



GRAPHIQUE 9. EVOLUTION DES RISQUES EXTERNES

Parmi les facteurs suivants, lesquels sont susceptibles de constituer un risque important pour votre entreprise au cours des 12 prochains mois ? (Plusieurs réponses possibles)

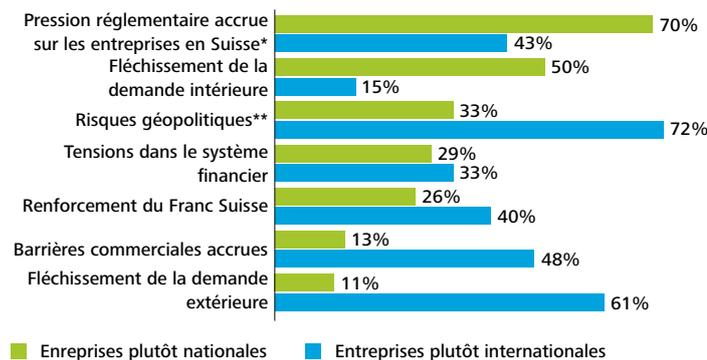


* Question posée pour la première fois au 1^{er} trimestre 2014
 ** Question posée pour la première fois au 2^{ème} trimestre 2014

... et la hausse des coûts

GRAPHIQUE 10. LES RISQUES EXTERNES PAR MARCHÉ CIBLE

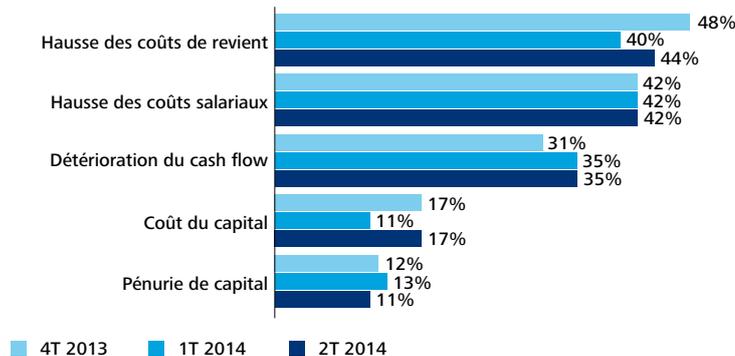
Parmi les facteurs suivants, lesquels sont susceptibles de constituer un risque important pour votre entreprise au cours des 12 prochains mois ? (Plusieurs réponses possibles ; pour une définition des catégories, Cf. « Note sur la méthodologie », page 2.)



* Question posée pour la première fois au 1^{er} trimestre 2014
 ** Question posée pour la première fois au 2^{ème} trimestre 2014

GRAPHIQUE 11. EVOLUTION DES RISQUES INTERNES

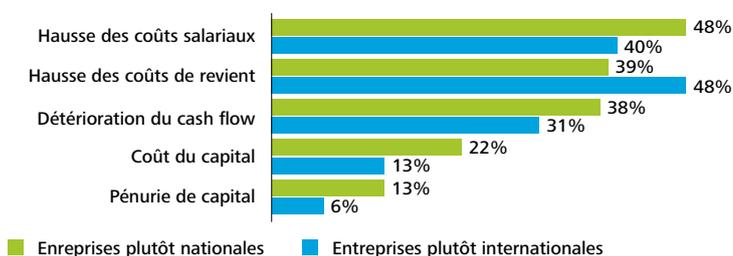
Parmi les facteurs suivants, lesquels sont susceptibles de constituer un risque important pour votre entreprise au cours des 12 prochains mois ? (Plusieurs réponses possibles)



* Question posée pour la première fois au 1^{er} trimestre 2014
 ** Question posée pour la première fois au 2^{ème} trimestre 2014

GRAPHIQUE 12. LES RISQUES INTERNES PAR MARCHÉ CIBLE

Parmi les facteurs suivants, lesquels sont susceptibles de constituer un risque important pour votre entreprise au cours des 12 prochains mois ? (Plusieurs réponses possibles ; pour une définition des catégories, Cf. « Note sur la méthodologie », page 2.)



Les risques géopolitiques sont, il va s'en dire, particulièrement préoccupants pour les entreprises dont les activités sont en grande partie tournées vers l'international : ce facteur est cité par 72 % des CFO concernés. Cependant, 61 % de ces sondés font également part de leur appréhension concernant le fléchissement de la demande extérieure. En revanche, la force du franc suisse n'est pas perçue comme un risque important par les entreprises axées sur le marché intérieur, ni par celles tournées vers l'international.

Rien d'étonnant non plus à ce que pour une majorité des entreprises suisses axées sur le marché domestique (70 %), la pression réglementaire accrue représente le principal risque pesant sur elles. Le fléchissement de la demande intérieure est un facteur de risque également souvent cité. Toutefois, ce phénomène semble témoigner de la dépendance des entreprises vis-à-vis de la demande intérieure plutôt que de craintes spécifiques portant sur un tassement conjoncturel : seules 7 % des entreprises axées sur le marché national estiment que la Suisse sera confrontée à une récession dans les deux prochaines années.

Dans l'ensemble, les inquiétudes liées aux risques internes se dissipent : ce trimestre, seule l'augmentation des coûts de revient et des coûts salariaux semblent préoccuper les CFO. Rien d'étonnant donc à ce que la réduction des coûts demeure l'une des plus importantes stratégies adoptées par les entreprises (Cf. Annexe 1).

Concernant les risques internes, la différence est beaucoup moins marquée entre les entreprises axées sur le marché intérieur et celles tournées vers l'international : toutes considèrent la hausse des coûts de revient et celle des coûts salariaux comme les risques internes les plus sérieux auxquels elles sont confrontées.

Un environnement financier favorable

Ce trimestre, les faibles taux d'intérêt record contribuent également à l'opinion favorable portée à l'environnement financier. Près des trois quarts des CFO jugent les prêts bancaires comme avantageux, contre seulement 9 % qui pensent le contraire – soit un solde net de 66 %. Les prêts bancaires restent le mode de financement privilégié des entreprises. Toutefois, les emprunts obligataires sont toujours une source de financement avantageuse, et ce, bien que le solde net du 1^{er} trimestre ne se soit pas maintenu au même niveau au 2^{ème} trimestre. Les petites et grandes entreprises perçoivent différemment l'attrait des divers modes de financement.

Les grandes entreprises ont davantage tendance que les petites à évaluer positivement tous les modes de financement. En effet, elles ont des notations plus élevées et sont, de ce fait, moins exposées au risque de défaillance. La plupart d'entre elles bénéficient également d'une marge de manœuvre plus grande pour les négociations et d'un panel plus large de modes de financement. La plus grande différence entre les petites et les grandes entreprises réside dans leur perception respective des emprunts obligataires : les grandes entreprises ont deux fois plus tendance que les petites à estimer que ce mode de financement est avantageux. Pour les grandes entreprises, les emprunts obligataires offrent aussi une alternative majeure aux prêts bancaires traditionnels.

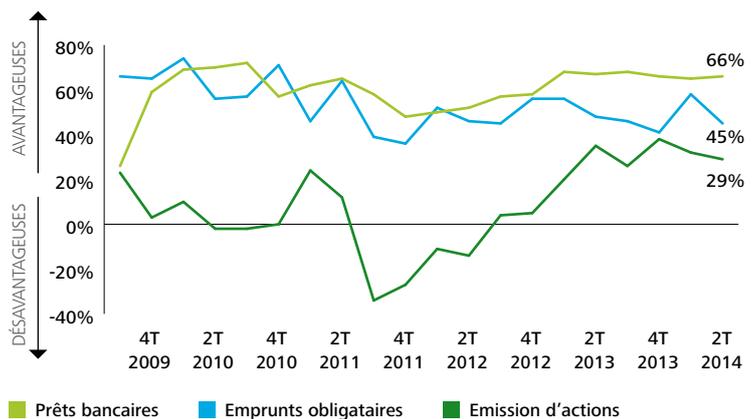
Ce trimestre, pour la première fois, il a également été demandé aux CFO d'évaluer le financement interne/les réserves de liquidités en tant que source de financement. Le solde net de CFO estimant qu'il s'agit là d'une source avantageuse de financement est de 49 % pour les petites entreprises et de 54 % pour les grandes, preuve qu'aux yeux des CFO ce mode de financement est véritablement attractif.

Le CFO Survey évalue le financement par crédit des entreprises en s'intéressant à la perception de son coût et de sa disponibilité. Ce trimestre, davantage de CFO estiment que la disponibilité est bonne (un solde net de 53%), seuls 8 % des CFO interrogés estiment que le crédit est difficile à obtenir.

Compte tenu des faibles taux d'intérêt, il n'est pas surprenant que les CFO considèrent toujours le coût du crédit comme bas et bon marché (solde net de 55 %)

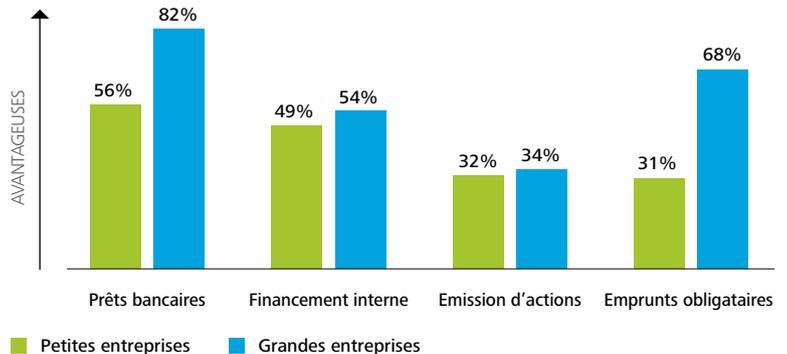
GRAPHIQUE 13. UN ENVIRONNEMENT FINANCIER FAVORABLE

Comment évaluez-vous les modes de financement suivants en tant que possibles sources externes de financement pour les entreprises suisses ?



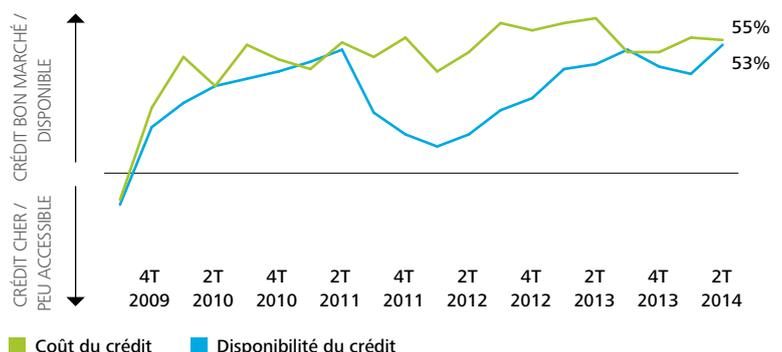
GRAPHIQUE 14. ATTRACTIVITÉ DES DIVERS MODES DE FINANCEMENT PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Comment évaluez-vous les modes de financement suivants en tant que possibles sources de financement pour les entreprises suisses ? (pour la définition des catégories, Cf. « Note sur la méthodologie », page 2.)



GRAPHIQUE 15. COÛT ET DISPONIBILITÉ DU CRÉDIT

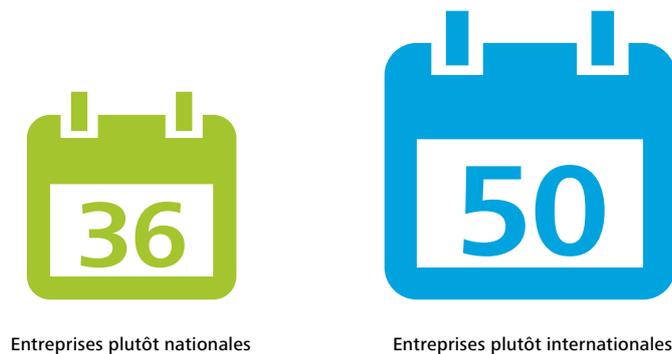
Solde net des CFO estimant le crédit cher/bon marché et son accès difficile/facile



Questions spécifiques sur la gestion des créances

GRAPHIQUE 16. COMPARAISON DES DPM POUR LES ENTREPRISES ESSENTIELLEMENT AXÉES SUR LE MARCHÉ INTÉRIEUR ET CELLES ESSENTIELLEMENT Tournées VERS L'INTERNATIONAL

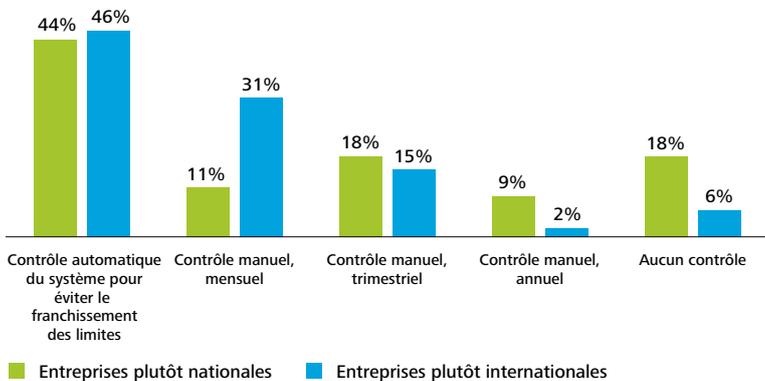
Actuellement, quel est votre DPM (Délai Moyen de Paiement) moyen ? (Pour la définition des catégories, Cf. « Note sur la méthodologie », page 2.)



Ce trimestre, le Deloitte CFO Survey a interrogé les CFO sur les délais moyens de paiements de leur entreprise et sur les instruments de contrôle et de protection utilisés pour éviter les créances douteuses. Il ressort de leurs réponses que pour les entreprises exerçant leurs activités essentiellement en Suisse, les délais de règlement des factures sont plus courts que pour celles opérant principalement à l'étranger. En réalité, le délai moyen de paiement (DPM) est plus long d'environ 14 jours pour les entreprises exerçant à l'international. Dans nombre de marchés étrangers, les délais de règlement sont plus longs et les pratiques de paiement souvent moins strictes, ce qui se répercute automatiquement sur les entreprises opérant à l'international auprès de clients étrangers. Le DPM moyen est presque inchangé par rapport à 2013.

GRAPHIQUE 17. DES CONTRÔLES MANUELS OU AUTOMATIQUES ?

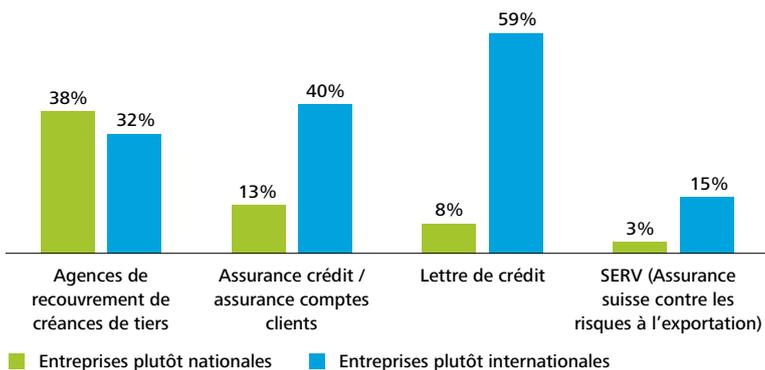
Comment contrôlez-vous que l'exposition de vos créanciers à l'endettement ne dépasse pas leur plafond de crédit autorisé ? (Pour la définition des catégories, Cf. « Note sur la méthodologie », page 2.)



Par conséquent, il n'est pas surprenant que les entreprises tournées vers l'international soient, en moyenne, plus disposées que les entreprises axées sur le marché domestique à privilégier les contrôles manuels pour s'assurer que leurs clients respectent leur plafond de crédit. Un nombre plus ou moins équivalent d'entreprises axées sur le marché intérieur et d'entreprises tournées vers l'extérieur a mis en place des systèmes de contrôles automatiques. Néanmoins, en fonction de la taille de l'entreprise et/ou du nombre de clients et de factures émises, le recours à de tels systèmes peut ne pas s'avérer utile.

GRAPHIQUE 18. INSTRUMENTS

Quels instruments utilisez-vous pour éviter les créances douteuses ou vous en protéger ? (Pour la définition des catégories, Cf. « Note sur la méthodologie », page 2.)

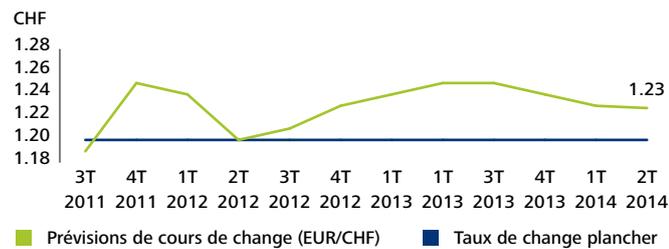


Les entreprises tournées vers l'international sont particulièrement enclines à préférer les lettres de crédit pour éviter les créances douteuses ou s'en protéger. L'assurance-crédit et, bien évidemment, l'assurance contre les risques à l'exportation sont également fréquemment citées par cette catégorie d'entreprises. Les entreprises axées vers le marché intérieur et celles tournées vers l'international font pratiquement jeu égal concernant le recours aux organismes de recouvrement tiers.

Annexe 1 : Graphiques complémentaires

PRÉVISIONS DE COURS DE CHANGE

A quel cours de change du franc suisse par rapport à l'euro vous attendez-vous au cours des 12 prochains mois ?



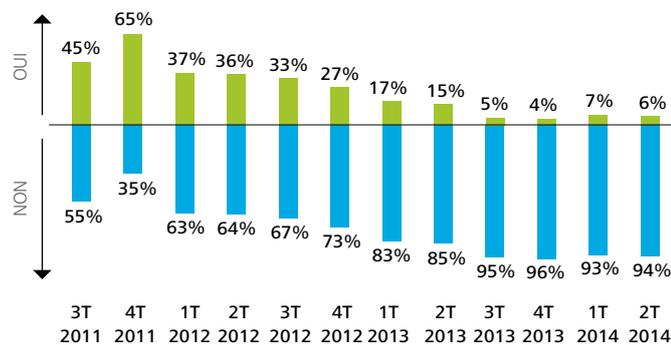
DES PROJECTIONS LÉGÈREMENT INFÉRIEURES EN MATIÈRE D'INFLATION

A quel taux d'inflation vous attendez-vous dans un délai de deux ans, par rapport à l'index des prix à la consommation suisse ?



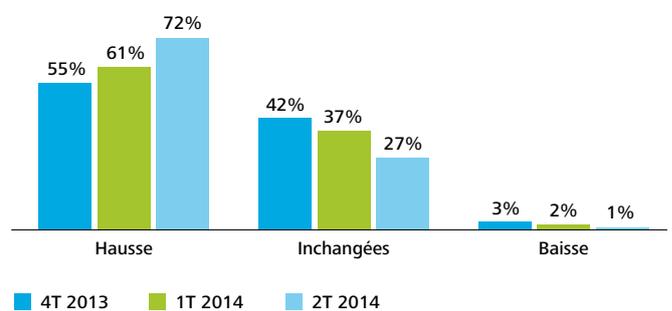
UNE RÉCESSION PEU PROBABLE

Prévoyez-vous une récession en Suisse au cours des deux prochaines années ?



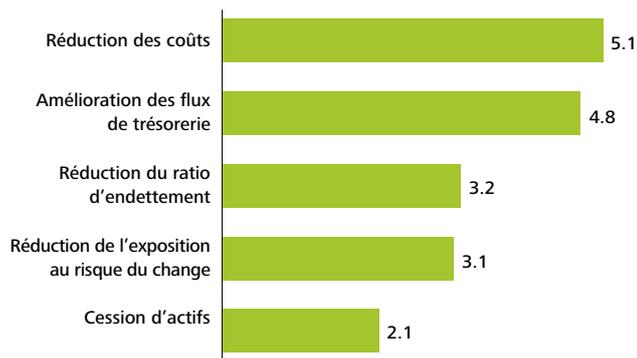
ACTIVITÉS DE FUSIONS ET ACQUISITIONS

Au cours des 12 mois à venir, à quelle évolution vous attendez-vous concernant les activités de fusions et acquisitions sur les marchés dans lesquels opère votre entreprise ?



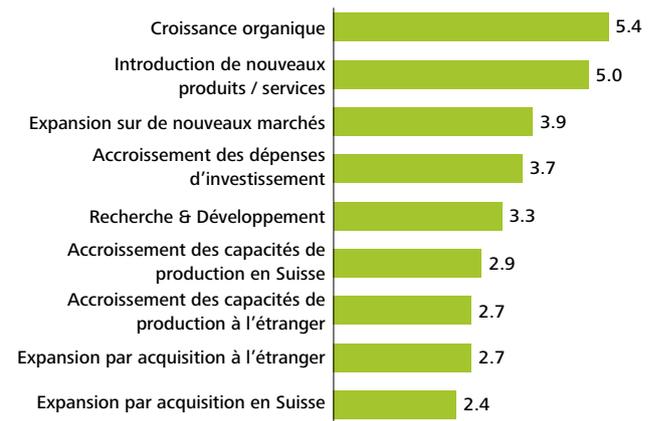
STRATÉGIES DÉFENSIVES

Dans quelle mesure votre entreprise donnera-t-elle la priorité aux stratégies défensives suivantes au cours des 12 prochains mois ? Veuillez situer vos réponses sur une échelle de 1 à 7, 1 correspondant à une très faible priorité, 7 à une très forte priorité.



STRATÉGIES EXPANSIONNISTES

Dans quelle mesure votre entreprise donnera-t-elle la priorité aux stratégies expansionnistes suivantes au cours des 12 prochains mois ? Veuillez situer vos réponses sur une échelle de 1 à 7, 1 correspondant à une très faible priorité, 7 à une très forte priorité.



Annexe 2 : Archivage des données

Pour faciliter l'interprétation des résultats, nous avons classé dans ce tableau toutes les réponses couvertes par le rapport. En raison des arrondis, la somme des réponses n'atteint pas toujours 100 %. Tous les résultats de cette étude depuis le 3^{ème} trimestre 2009 sont consultables sur notre site Internet à l'adresse : www.deloitte.com/ch/cfosurvey

	4T 2010	1T 2011	2T 2011	3T 2011	4T 2011	1T 2012	2T 2012	3T 2012	4T 2012	1T 2013	2T 2013	3T 2013	4T 2013	1T 2014	2T 2014
A vos yeux, quelles sont les perspectives économiques pour la Suisse dans les 12 prochains mois ?															
Positives	76%	81%	58%	10%	4%	20%	33%	26%	28%	53%	56%	63%	80%	76%	75%
Ni positives, ni négatives	22%	16%	27%	24%	13%	45%	39%	44%	41%	35%	39%	32%	18%	22%	23%
Négatives	2%	2%	15%	66%	83%	36%	28%	30%	32%	11%	5%	4%	2%	3%	3%
Résultat net	75%	79%	42%	-56%	-79%	-16%	5%	-4%	-4%	42%	51%	59%	79%	73%	73%
Comparé aux trois derniers mois, comment jugez-vous les perspectives financières de votre entreprise ?															
Plus optimistes	33%	42%	18%	13%	10%	27%	20%	26%	35%	32%	36%	37%	38%	37%	33%
Inchangées	58%	50%	55%	35%	38%	52%	53%	46%	42%	52%	45%	50%	55%	55%	56%
Moins optimistes	9%	8%	27%	52%	52%	21%	27%	28%	23%	16%	19%	13%	7%	8%	12%
Résultat net	24%	34%	-8%	-39%	-42%	7%	-7%	-2%	11%	17%	16%	24%	30%	29%	21%
Selon vous, comment évolueront les chiffres d'affaires pour les entreprises suisses dans les 12 prochains mois ?															
Augmenteront	82%	89%	74%	22%	14%	38%	39%	40%	34%	57%	75%	73%	74%	80%	81%
Pas de changement	16%	6%	13%	11%	16%	29%	27%	27%	38%	31%	15%	15%	18%	13%	10%
Diminueront	2%	5%	13%	67%	69%	33%	34%	34%	28%	11%	10%	13%	8%	7%	9%
Résultat net	80%	84%	61%	-45%	-55%	5%	4%	6%	6%	46%	65%	60%	66%	72%	72%
Selon vous, comment évolueront les marges opérationnelles pour les entreprises suisses dans les 12 prochains mois ?															
Augmenteront	37%	36%	24%	3%	5%	7%	6%	13%	26%	23%	30%	32%	35%	35%	41%
Pas de changement	33%	31%	19%	14%	8%	24%	31%	27%	24%	46%	35%	38%	42%	41%	29%
Diminueront	29%	33%	57%	83%	87%	70%	63%	60%	50%	31%	35%	30%	23%	24%	30%
Résultat net	8%	2%	-33%	-80%	-81%	-63%	-56%	-47%	-24%	-8%	-5%	2%	12%	11%	10%
Selon vous, comment évolueront les investissements pour les entreprises suisses dans les 12 prochains mois ?															
Augmenteront	61%	69%	45%	13%	10%	18%	14%	29%	26%	27%	31%	48%	44%	39%	43%
Pas de changement	35%	26%	39%	30%	15%	31%	37%	29%	32%	45%	42%	40%	41%	47%	46%
Diminueront	4%	5%	16%	57%	75%	51%	49%	42%	42%	27%	27%	12%	15%	14%	11%
Résultat net	57%	64%	29%	-44%	-65%	-33%	-35%	-13%	-16%	0%	4%	37%	30%	25%	31%
Selon vous, comment évolueront les embauches pour les entreprises suisses dans les 12 prochains mois ?															
Augmenteront	60%	69%	51%	9%	8%	10%	12%	15%	15%	16%	22%	22%	31%	29%	32%
Pas de changement	34%	26%	35%	22%	14%	50%	42%	33%	31%	54%	55%	61%	44%	50%	50%
Diminueront	6%	5%	14%	69%	78%	40%	46%	52%	54%	31%	23%	17%	25%	21%	18%
Résultat net	54%	64%	36%	-60%	-70%	-31%	-34%	-38%	-40%	-15%	-2%	5%	7%	7%	13%
Selon vous, comment évolueront les frais annexes, tels que frais de déplacements, formation et marketing pour les entreprises suisses dans les 12 prochains mois ?															
Augmenteront	24%	47%	18%	6%	5%	10%	2%	9%	10%	8%	7%	16%	17%	19%	24%
Pas de changement	57%	41%	57%	24%	22%	25%	33%	28%	27%	49%	52%	52%	50%	46%	50%
Diminueront	20%	12%	25%	70%	73%	66%	65%	63%	63%	43%	41%	31%	32%	35%	26%
Résultat net	4%	35%	-7%	-65%	-67%	-56%	-63%	-54%	-52%	-35%	-34%	-15%	-15%	-17%	-2%
Comment évaluez-vous les coûts globaux des nouveaux crédits pour les entreprises ?															
Le crédit est cher	13%	13%	9%	11%	9%	15%	12%	9%	5%	5%	6%	10%	12%	6%	8%
Normaux	26%	31%	28%	31%	27%	27%	26%	21%	31%	28%	25%	31%	26%	31%	28%
Le crédit est bon marché	60%	56%	63%	59%	65%	58%	62%	70%	64%	67%	69%	59%	62%	62%	63%
Résultat net	47%	43%	54%	48%	56%	42%	50%	62%	59%	62%	64%	50%	50%	56%	55%
Selon vous, est-il facile pour une entreprise d'obtenir actuellement un nouveau crédit ?															
Le crédit est facilement disponible	57%	61%	62%	43%	37%	38%	38%	42%	49%	54%	54%	61%	56%	53%	61%
Comme par le passé	28%	24%	28%	39%	41%	35%	39%	41%	32%	34%	36%	29%	33%	35%	31%
Le crédit est difficile à obtenir	15%	15%	10%	18%	21%	27%	23%	16%	19%	11%	9%	10%	11%	12%	8%
Résultat net	42%	46%	51%	25%	16%	11%	16%	26%	31%	43%	45%	51%	44%	41%	53%

Contacts et auteurs

Contacts

Thierry Aubertin

Associé
Responsable Suisse romande
+41 58 279 80 15
thaubertin@deloitte.ch



Alexandre Buga

Associé
Audit & Advisory
+41 58 279 80 49
abuga@deloitte.ch



Jean-François Lagassé

Associé
Corporate Finance
+41 58 279 81 70
Jlagasse@deloitte.ch



Caroline Dumont

Marketing & Communication
+41 58 279 80 97
cdumont@deloitte.ch



Auteurs

Dr. Michael Grampp

Chief Economist
+41 58 279 68 17
mgrampp@deloitte.ch



Dennis Brandes

Research Manager
+41 58 279 65 37
dbrandes@deloitte.ch



Remerciements

Nous souhaitons remercier tous les CFO qui ont pris le temps de répondre à notre sondage.

Le Deloitte CFO Survey est soutenu par le CFO Forum Schweiz, l'association indépendante des directeurs financiers en Suisse.

Participation à notre étude et accès aux précédentes enquêtes

Si vous souhaitez participer à notre étude, ou recevoir des exemplaires supplémentaires de ce rapport, nous vous invitons à nous écrire à cfosurvey@deloitte.ch

Les exemplaires des précédents CFO Survey sont consultables sur notre site web à l'adresse www.deloitte.com/ch/cfosurvey

Notes

Notes

Deloitte fait référence à Deloitte Touche Tohmatsu Limited ('DTTL'), une « UK private company limited by guarantee » (une société à responsabilité limitée de droit britannique) et à son réseau de sociétés affiliées, formant chacune une entité juridique indépendante et séparée. Pour une description détaillée de la structure juridique de DTTL et de ses sociétés affiliées, veuillez consulter le site www.deloitte.com/ch/about.

Deloitte SA est une filiale de Deloitte LLP, la société britannique affiliée de DTTL.

Deloitte SA est reconnue comme société d'audit agréée par l'Autorité fédérale de surveillance en matière de révision (ASR) et par l'autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

La présente publication a été rédigée en des termes généraux et ne peut servir de référence pour des situations particulières ; l'application des principes ainsi définis dépendra de circonstances spécifiques et nous vous recommandons de consulter un professionnel avant d'agir ou de vous abstenir d'agir sur la base du seul contenu de cette publication. Deloitte SA conseille volontiers les lecteurs sur la manière d'intégrer les principes définis dans la présente brochure à leur situation propre. Deloitte SA décline tout devoir de diligence ou de responsabilité pour les pertes subies par quiconque agit ou s'abstient d'agir en raison du contenu de la présente publication.

© Deloitte SA 2014. Tous droits réservés.

Produit et réalisé par le Creative Studio de Deloitte, Zürich. 36586A